



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le **24 mars 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAFETY KLEEN FRANCE

65 avenue Jean Mermoz
93120 La Courneuve

Références : EC-2024-458-INSP-Safety Kleen-Montreuil-Juigné-RAP
Code AIOT : 0006304326

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement SAFETY KLEEN FRANCE implanté ZI du Haut Coudray 21 rue Paul Hérault 49460 Montreuil-Juigné. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'effectue dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. Elle a eu lieu de façon inopinée car l'inspection des installations classée n'a pas été en mesure de contacter l'exploitant :

- le responsable QSE ne fait plus partie de l'entreprise et ses numéros de téléphones ne sont plus attribués ainsi que son adresse mèl ;
- le standard téléphonique de l'entreprise, basé en région parisienne, filtre les appels et n'a pas transmis le message de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY KLEEN FRANCE
- ZI du Haut Coudray 21 rue Paul Hérault 49460 Montreuil-Juigné
- Code AIOT : 0006304326
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAFETY KLEEN FRANCE exploite dans la zone industrielle du Haut Coudray à MONTREUIL JUIGNÉ un centre de transit et regroupement de déchets industriels.

Dans le cadre de modifications de la nomenclature et d'évolutions réglementaires, l'établissement SAFETY KLEEN, régulièrement exploité depuis 1993 sous le régime de la déclaration, est devenu un site soumis à autorisation pour le transit et le regroupement de déchets dangereux. Un arrêté préfectoral du 15 novembre 2018 l'autorise à poursuivre son exploitation.

La société SAFETY KLEEN réalise des activités de prestation de services auprès d'industriels et dans une moindre mesure de garagistes. Elles consistent à mettre à leur disposition des produits de dégraissage (lessiviel, solvant, diluant, fontaine de dégraissage...). Elle assure la fourniture de produits neufs et la reprise des produits usagés.

Les installations comprennent notamment une plate-forme comprenant des cuves associées à un poste de chargement-déchargement et un auvent de reconditionnement, un bâtiment principal comprenant les bureaux, le stockage matériel et le local « diluant peinture » et un local « lessiviel ».

La surface du site est de 6 000 m².

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la surveillance périodique de l'établissement qui figure au plan annuel 2024 de l'inspection des installations classées.

Les installations du site relèvent de la directive IED pour le stockage temporaire de déchets dangereux.

La fréquence de contrôle programmé de ce centre de transit-regroupement de déchets est triennale.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réexamen IED	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.1, art R515-70 à 73 du code de l'environnement	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
2	Description des activités	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Contrôle des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Conception, maintenance et suivi des installations	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Produits et déchets	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 5.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Conditions générales de l'autorisation	Article R181-46-II du code de l'environnement	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que :

- le dossier de réexamen IED, initié en 2019, n'est toujours pas finalisé malgré le fait qu'il ait fait l'objet de demandes de compléments en 2021 et 2023 ;
- de nombreux fûts, bacs et bidons de stockage de produits propres et usagés sont situés en dehors des zones autorisées ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les résultats des analyses des rejets des eaux pluviales le jour de l'inspection ;

- ces analyses ont été effectuées après l'inspection (le 12 décembre 2024) et les résultats ne sont pas conformes pour le pH ;
- une fuite de cuves contenant des produits concentrés, sans rétention associée, dans le bâtiment de stockage ;
- des boîtiers électriques avec plusieurs câbles sous tension (alimentation des osmoseurs) étaient à terre, au pied des cuves fuyardes, à proximités de la fuite. L'exploitant n'a pas transmis les justificatifs montrant qu'il y a remédié ;
- un état des stocks incohérent avec les constats réalisés le jour de l'inspection ;
- un chantier de modification de l'installation (construction d'un bâtiment de stockage) sans en avoir informé préalablement le préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen IED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.1, art R515-70 à 73 du code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED
Prescription contrôlée : ".../..." La rubrique principale retenue est la 3550 relative à l'activité de stockage temporaire de déchets dangereux. Les conclusions des MTD prises en compte sont celles du BREF concerné WT "traitement des déchets". L'exploitant adresse au préfet le dossier de réexamen correspondant dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les MTD susvisées conformément à l'article R515-71 du code de l'environnement. "
Constats : Le dossier de réexamen IED, débuté en 2019 a fait l'objet de demandes de compléments en 2021 et 2023. L'inspection des installations classées constate qu'au jour de l'inspection : - les compléments demandés n'ont toujours pas été transmis à l'inspection des installations classées (précisions sur le périmètre IED, les BREFs transversaux, l'inventaire des effluents aqueux, les émissions dans l'eau et les NEA-MTD) ; - la capacité de stockage de déchets dangereux est supérieure à 50 tonnes (voir point de contrôle 5).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées met en demeure l'exploitant de transmettre sous 1 mois les compléments demandés (précisions sur le périmètre IED, les BREFs transversaux, l'inventaire des effluents aqueux, les émissions dans l'eau et les NEA-MTD).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Description des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, Installations de stockage
Prescription contrôlée : Les principales installations sont : <ul style="list-style-type: none">- 1 cuve de 45 m³ pour le stockage de 35 m³ de solvants propres ;- 1 cuve de 45 m³ pour le stockage de 35 m³ de solvants usagés ;- 1 cuve de 30 m³ pour le stockage de produits lessiviels usagés ;- 1 bungalow pour le stockage des fûts de 25 l de diluants propres et usagés ;- 1 bâtiment pour la préparation des fûts de produits lessiviels propres à partir de produits concentrés ;- 1 installation extérieure sous auvent permettant d'une part le conditionnement de solvant propre en fûts, et d'autre part la vidange des fûts de lessiviel et solvants usagés puis leur transfert vers les cuves concernées. .../...
Constats : L'inspection des installations classées constate que : <ul style="list-style-type: none">- de nombreux fûts, bacs et bidons contenant des produits propres et usagés sont disséminés dans l'enceinte de l'ICPE (autour et dans la rétention des cuves de 45 m³, devant le bâtiment pour la préparation des produits, le long des clôtures, etc...) ;- ces nombreux fûts, bacs et bidons ne sont pas sur rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- d'évacuer les fûts, bacs et bidons de stockage de produits propres et usagés situés en dehors des zones autorisées ;- de fournir les justificatifs (BSD, photos) prouvant l'évacuation de ces produits et déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Contrôle des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.2.6	
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets et contrôles des rejets	
Prescription contrôlée : Les rejets des eaux pluviales respectent les valeurs limites définies ci-dessous.	
Paramètres	Valeurs limites
pH	5,5-8,5
température	<30°C
Matières en suspension - MES	35 mg/l
DCO	125 mg/l

Hydrocarbures totaux - HCT	5 mg/l
<p>L'exploitant s'assure de la conformité de ses rejets à ces valeurs limites par au moins une analyse annuelle. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les analyses des rejets des eaux pluviales le jour de l'inspection (3 décembre 2024) ; - l'analyse des eaux de rejets a été effectuée le 12 décembre 2024 par la société DIE Remediation (référence rapport : RM240975A) ; - le rapport a été transmis le 27 janvier 2025 à l'inspection ; - le rapport indique une mesure in situ de pH de 8,95 (pour un maximum de 8,5) ; - le rapport précise : <i>« Dans les analyses énumérées ci-dessous, il y a des déviations par rapport aux directives de conservation qui peuvent avoir une influence potentielle sur les résultats. La date limite de conservation est dépassée pour les analyses suivantes : Matières en suspension 550328 pH (Lab.) 550328 Température 550328 »</i> 	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire de nouvelles analyses, sans réserve, quant à la validité des résultats, pour confirmer ou infirmer les résultats du 12 décembre 2024.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit s'assurer de la conformité de ses rejets aux valeurs limites par au moins une analyse annuelle.</p> <p>En cas de persistance de la non-conformité, l'exploitant transmettra son plan d'action à l'inspection sous 1 mois.</p>	
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>	
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>	
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>	

N° 4 : Conception, maintenance et suivi des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>.../...</p> <p>La surveillance des installations est permanente. Les dispositifs de conduite sont conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite au-delà des conditions normales d'exploitation.</p> <p>.../...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate dans le bâtiment pour la préparation des fûts de produits lessiviels :</p>

- la présence de cuves contenant des produits concentrés ;
- la présence d'osmoseurs sous tension ;
- une fuite des cuves ;
- l'absence de rétention sous ces cuves ;
- la présence de boudins essayant de maîtriser cette fuite ;
- des boîtiers électriques avec plusieurs câbles sous tension (alimentation des osmoseurs), à terre, au pied des cuves fuyardes, à proximités de la fuite ;
- une palette contenant des sels pour adoucisseurs d'eau, baignant dans la fuite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les actions qu'il a mis en place, suite au courriel que lui a envoyé l'inspection le 4 décembre 2024, lendemain de l'inspection et concernant les mesures d'urgence à prendre au sujet des points suivants :

- la mise en sécurité de l'installation ;
- la réparation ou le changement de la cuve fuyarde ;
- la mise sur rétention des cuves.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 5.1.1

Thème(s) : Situation administrative, État des stocks

Prescription contrôlée :

.../...

L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks pour chaque catégorie de produits et déchets détenus.

Constats :

L'exploitant a réalisé un état de ses stocks le 2/12/2024, veille de l'inspection.

Les valeurs suivantes ont été relevées :

- cuve de 45 m³ de produits propre : 10 935 litres ;
- cuve de 45 m³ de produit usagé : 8 730 litres ;
- cuve de 30 m³ de lessiviel usagé : 14 000 litres.

Le jour de l'inspection les valeurs suivantes ont été relevées :

- cuve de 45 m³ de produits propre : 30 780 litres ;
- cuve de 45 m³ de produit usagé : 8 100 litres ;
- cuve de 30 m³ de lessiviel usagé : 19 000 litres.

Les quantités relevées dans les cuves de produit usagé sont cohérentes avec l'activité du site. La mesure du niveau dans la cuve de 30 m³ est une lecture directe (voir photo).

La mesure dans chacune des cuves de 45 m³ se fait en deux temps :

- mesure du niveau de produit par la trace laissée sur une pigne graduée ;

<p>- lecture du volume de produit sur un abaque de jaugeage de la cuve.</p> <p>Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées n'a été en mesure de ne voir qu'une seule des deux traces laissées sur la pige dans chacune des cuves. De plus la luminosité et le soleil rendent cette opération difficile.</p> <p>Selon l'exploitant la différence de 19 845 litres entre les deux jours ne peut pas s'expliquer par l'activité du site.</p> <p>L'inspection des installations classées estime que la méthode employée par l'exploitant n'est pas fiable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en œuvre une méthode fiable pour contrôler l'état de ses stocks ; - transmettre à l'inspection l'état de ses stocks en date du 3 décembre 2024 (déchets dans les cuves, produits stockés à l'extérieur dans les récipients positionnés tout autour des cuves, devant le bâtiment de stockage, etc...).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Conditions générales de l'autorisation

<p>Référence réglementaire : Article R181-46-II du code de l'environnement</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>.../...</p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, <u>avant sa réalisation</u>, par le bénéficiaire de l'autorisation <u>avec tous les éléments d'appréciation</u>.</p> <p>.../...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a commencé des travaux de construction d'un nouveau bâtiment sans en avoir informé préalablement le préfet.</p> <p>Une dalle béton a été coulée dans le prolongement du bâtiment de stockage au Sud-Ouest des installations.</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection qu'un nouveau bâtiment de stockage de produits est en cours de construction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'informer le préfet de toute modification des installations, <u>préalablement</u> à leur mise en service, en déposant un dossier dans un délai de 3 mois ; - ce dossier doit comprendre tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement (substantialité, étude d'impact et de danger, etc.).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°2 : Description des activités



bidons à l'arrière des cuves



vue du côté Ouest des installations



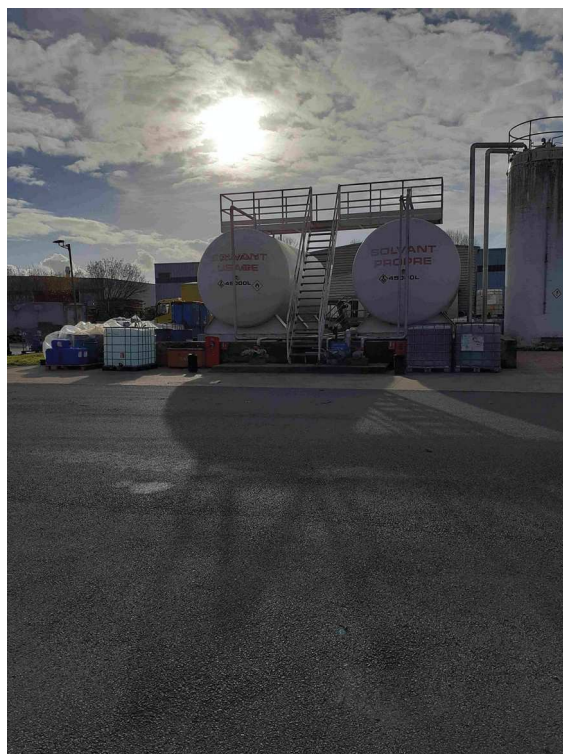
bidons et ibc côté Sud Est des cuves



vue de la partie Sud Ouest des installations



bidons et ibc devant le bâtiment de stockage

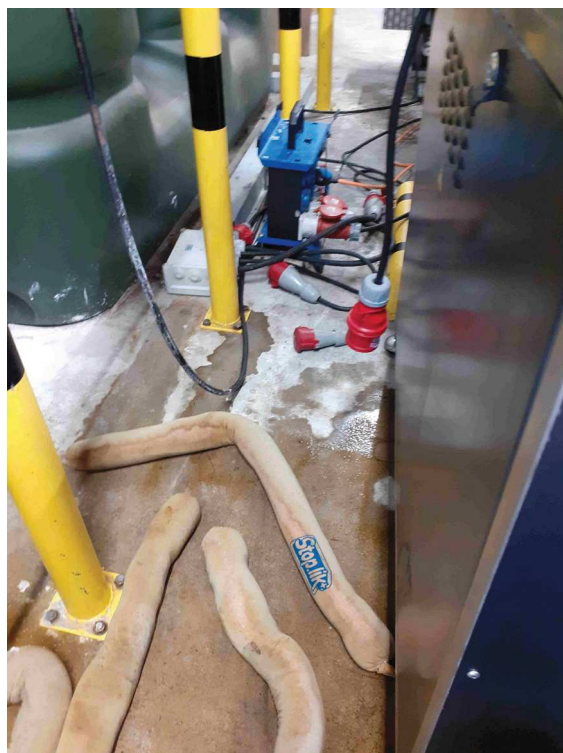


bidons et ibc devant les cuves

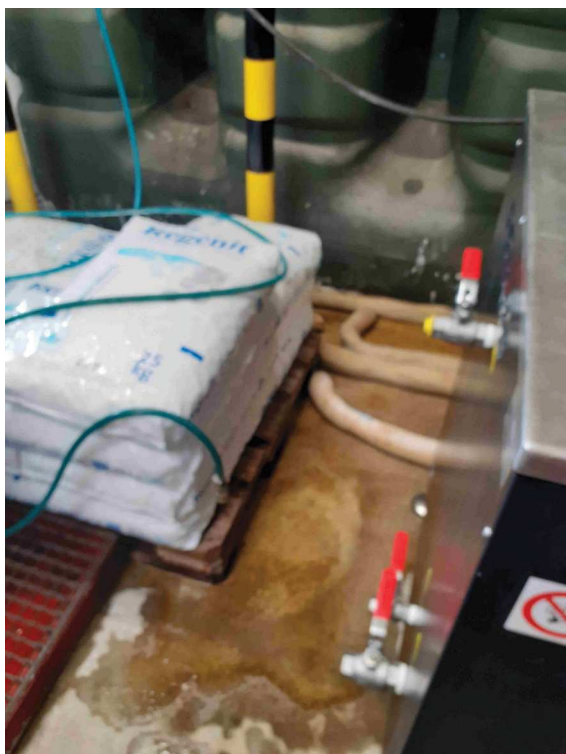
N°4 : Conception, maintenance et suivi des installations



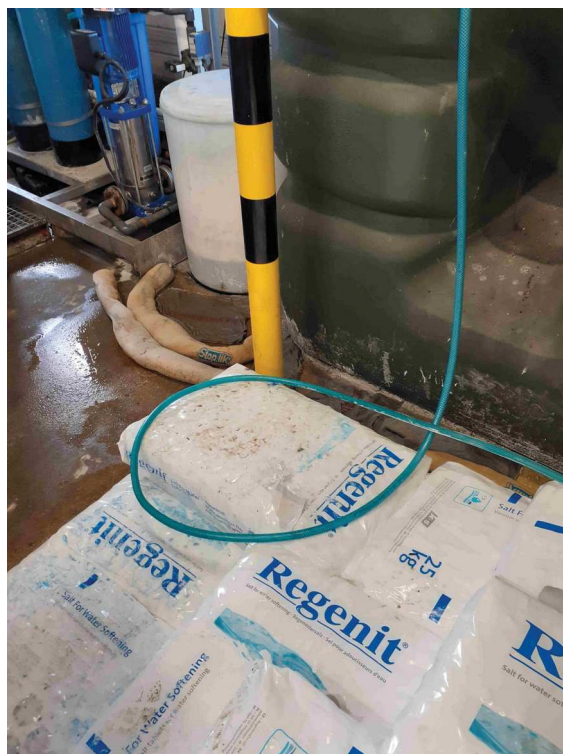
cuves et osmoseurs sous tension



fuite au pied des cuves et boîtiers électriques sous tension



fuite au pied des cuves avec boudins



fuite avec boudins et serpillière

N°5 : Produits et déchets



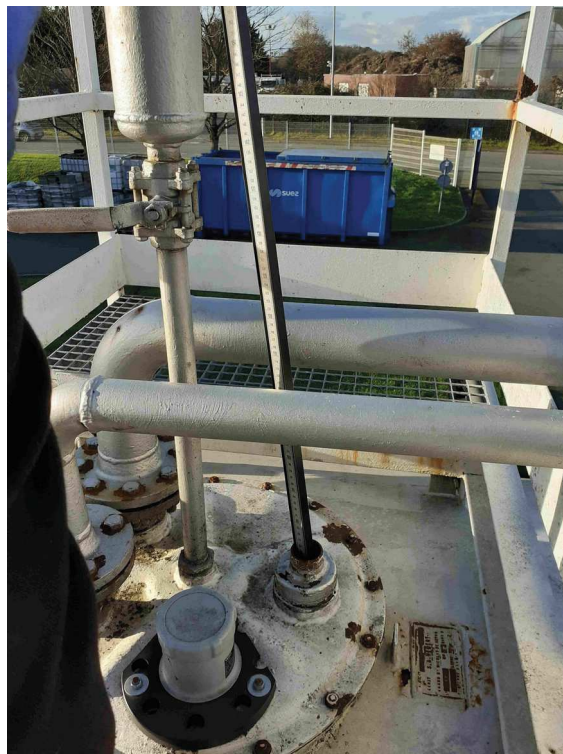
cuve de 30 m³



cuves de 45 m³



jauge graduée au fond de la cuve



jauge graduée sortie

45.000 L - DIAM 3.00

aut	Capac.	Haut	Capacit.	Haut	Capac.	haut	capac.	haut	Capac.	Haut	Capac.
5	125	56	5 805	107	14 310	158	24 030	209	33 435	260	41 445
6	225	57	5 945	108	14 512	159	24 185	210	33 637	261	41 520
7	270	58	6 075	109	14 670	160	24 390	211	33 840	262	41 715
8	315	59	6 210	110	14 850	161	24 570	212	34 050	263	41 850
9	405	60	6 390	111	15 075	162	24 795	213	34 177	264	41 962
10	450	61	6 525	112	15 232	163	24 975	214	34 380	265	42 088
11	495	62	6 660	113	15 435	164	25 195	215	34 515	266	42 196
12	540	63	6 795	114	15 615	165	25 357	216	34 740	267	42 300
13	585	64	6 930	115	15 795	166	25 650	217	34 920	268	42 435
14	630	65	7 065	116	15 975	167	25 740	218	35 055	269	42 547
15	675	66	7 200	117	16 177	168	25 942	219	35 235	270	42 660
16	720	67	7 335	118	16 335	169	26 145	220	35 415	271	42 772
17	765	68	7 470	119	16 515	170	26 385	221	35 555	272	42 885
18	810	69	7 605	120	16 740	171	26 550	222	35 730	273	42 975
19	855	70	7 740	121	16 997	172	26 705	223	35 910	274	43 110
20	900	71	7 875	122	17 100	173	26 910	224	36 087	275	43 200
21	945	72	8 010	123	17 285	174	27 090	225	36 225	276	43 312
22	990	73	8 145	124	17 505	175	27 270	226	36 405	277	43 402
23	1035	74	8 280	125	17 685	176	27 450	227	36 540	278	43 515
24	1080	75	8 415	126	17 865	177	27 630	228	36 720	279	43 614
25	1125	76	8 550	127	18 045	178	27 810	229	36 855	280	43 717
26	1170	77	8 685	128	18 225	179	28 035	230	37 035	281	43 807
27	1215	78	8 820	129	18 405	180	28 215	231	37 182	282	43 897
28	1260	79	8 955	130	18 585	181	28 395	232	37 350	283	44 010
29	1305	80	9 090	131	18 765	182	28 575	233	37 507	284	44 077
30	1350	81	9 225	132	18 945	183	28 755	234	37 665	285	44 167
31	1395	82	9 360	133	19 125	184	28 935	235	37 800	286	44 257
32	1440	83	9 495	134	19 305	185	29 115	236	37 957	287	44 325
33	1485	84	9 630	135	19 485	186	29 295	237	38 115	288	44 392
34	1530	85	9 765	136	19 665	187	29 475	238	38 295	289	44 462
35	1575	86	9 900	137	19 845	188	29 655	239	38 430	290	44 536
36	1620	87	10 035	138	20 025	189	29 835	240	38 585	291	44 595
37	1665	88	10 170	139	20 205	190	30 015	241	38 700	292	44 671
38	1710	89	10 305	140	20 385	191	30 195	242	38 857	293	44 716
39	1755	90	10 440	141	20 565	192	30 375	243	39 015	294	44 775
40	1800	91	10 575	142	20 745	193	30 555	244	39 195	295	44 820
41	1845	92	10 710	143	20 925	194	30 735	245	39 315	296	44 865
42	1890	93	10 845	144	21 105	195	30 915	246	39 487	297	44 910
43	1935	94	10 980	145	21 285	196	31 095	247	39 600	298	44 932
44	1980	95	11 115	146	21 465	197	31 275	248	39 735	299	44 955
45	2025	96	11 250	147	21 645	198	31 455	249	39 855	300	45 000

La capacité est en litres
La hauteur est en cm.

abaque cuve 45 m³